

Interview de Gaël Giraud

« La sortie du confinement ne sera pas du tout la fin de la crise »

France Inter le 7 / 9. *L'invité du week-end*, dimanche 29 mars 2020.

Éric Delvaux - *Bonjour Gaël Giraud. Vous êtes économiste, directeur de recherche au CNRS, ancien chef économiste de l'Agence française de développement. Vous faites partie de ceux qui estiment qu'après cette crise rien ne pourra plus être comme avant. Qu'est-ce qui devra impérativement changer à vos yeux ?*

Gaël Giraud - On a construit une globalisation marchande qui nous rend extrêmement vulnérables. C'est-à-dire qu'on a organisé notre commerce international sur des chaînes de valeurs, des chaînes d'approvisionnement à flux tendu sans substitut, sans redondance pour maximiser le profit. Or ce qu'on constate aujourd'hui c'est que si vous avez 30 % des salariés d'une entreprise qui ne peuvent plus travailler soit parce qu'ils sont malades soit parce qu'ils ne veulent pas prendre le risque d'attraper le virus, ce n'est pas 30% de production au moins, c'est l'entreprise qui est obligée de s'arrêter, de fermer. Et si cette entreprise est elle-même insérée dans une chaîne de valeurs internationales et qu'il n'y a pas de substitut, c'est la chaîne tout entière qui est interrompue. Les habitants de Londres sont en train d'en faire l'expérience aujourd'hui puisqu'ils commencent déjà à y avoir du rationnement alimentaire à Londres. Le maire de New York a également prévenu ses concitoyens que probablement il y aurait du rationnement alimentaire à New York.

ED - Ça veut dire que, au-delà de la crise de la demande, vous constatez que l'offre alimentaire notamment pourrait faire défaut dans les semaines qui viennent ?

GG - Oui c'est tout à fait possible dans un certain nombre de grandes métropoles qui sont trop fragiles, trop vulnérables. La nouveauté de la crise actuelle du point de vue économique c'est que c'est à la fois une crise de la demande comme on vient de le rappeler c'est-à-dire qu'il y a beaucoup de gens aujourd'hui qui ont des liquidités mais qui ne peuvent pas les dépenser.

[Interruption temporaire de la communication]

ED - Quand vous dites que les économies mondiales ne se sont jamais préparées à un tel scénario catastrophe malgré les quelques alertes, quels sont les signes précurseurs qui auraient dû alerter les financiers et autres dirigeants de la planète ?

GG - Il y a eu déjà eu des épidémies du même type, qui étaient absolument analogues à celle que nous connaissons aujourd'hui en 2002, en 2013 l'épidémie du SRAS notamment. On sait que les marchés d'animaux sauvages à Wuhan et à Pékin n'ont pas fermé en dépit des alertes de l'OMS. Et il y a quand même un certain nombre de pays qui sont préparés : Taïwan et la Corée du Sud étaient prêts à affronter ce type d'épidémie, et nous pas du tout. On n'a pris aucune mesure pour nous protéger.

ED - Le ministre de l'économie Bruno Le Maire compare la situation actuelle au krach boursier de 1929. En quoi est-ce similaire ?

GG - Je ne suis pas sûr que ce soit tout à fait similaire. Ce qui est similaire, c'est qu'il y a une panique sur les marchés boursiers, mais la grande différence entre ce qui se

passé aujourd'hui en 2020 et 1929 ou 2008, c'est que l'origine de la crise n'est pas financière. L'origine de la crise se trouve dans l'économie réelle, c'est-à-dire que c'est la production elle-même qui est à l'arrêt. C'est à la fois une crise d'offre et de demande. Ce n'est pas simplement une crise financière. C'est beaucoup plus grave.

ED - La crise que nous traversons aujourd'hui va bien entraîner une crise de solvabilité comme en 1929 d'ailleurs, ou en 2008 avec les subprimes. C'est ça qui va entraîner selon vous un inévitable prochain krach boursier comme en 29, comme en 2008 ?

GG - Je ne sais pas si c'est absolument inévitable parce que les banques centrales ont pris des positions extrêmement fortes. Et elles ont eu raison. Non, ce que j'aimerais rappeler, c'est que l'origine de la crise n'est pas financière ; c'est ça la grande différence avec 2008 et 1929. Elle se trouve dans l'économie réelle et donc on peut injecter des milliers de milliards dans le secteur bancaire aujourd'hui, ça ne sert pas à grand-chose dans l'immédiat puisque ça ne sauve pas des vies. Les banques ne peuvent pas immuniser contre les virus et puis ça ne réalimente pas les chaînes d'approvisionnement qui sont interrompues. Donc il faut d'abord s'occuper de l'économie réelle. La raison pour laquelle l'argent qui est aujourd'hui injecté par les banques centrales dans le secteur bancaire doit surtout être injecté auprès des entreprises.

Patricia Martin - Il faut déjà s'occuper de la santé des citoyens. Vous avez signé une tribune dans Libération où vous dites que le Covid 19 finalement ce sera peut-être le retour de l'État providence c'est-à-dire d'un État ramené à sa mission première qui est la survie de chacun. C'est déjà une première chose et d'un autre côté comment le faire d'un point de vue non pas sanitaire mais économique ? Bernard Maris disait que l'économie n'est pas une science exacte.

GG - Oui, vous avez raison. La première chose qu'il faut faire aujourd'hui c'est sauver des vies, c'est l'impératif premier qui prime sur tout le reste et donc ça veut dire un investissement massif de la part de l'État dans le système hospitalier. On est en train de découvrir que le fait d'avoir démantelé quasiment complètement notre système sanitaire en France, ça nous coûte des vies aujourd'hui - 300 morts encore hier - et donc c'est ça qu'il faut faire tout de suite. Ça veut dire concrètement produire des ventilateurs, des masques. Il y a encore quelques années on était capable de produire des millions de masques, aujourd'hui ça n'est plus le cas, et puis surtout produire des enzymes pour faire des tests. La seule manière de sortir intelligemment du confinement pour que ce confinement serve à quelque chose, c'est de dépister ceux qui sortiront du confinement. Sans quoi une fois qu'on sera sortis de chez nous, l'épidémie va reprendre exactement comme si on ne s'était pas confirmé et il faudra tout recommencer. Entre temps notre système hospitalier sera à genou.

ED - Quand on parle de guerre, puisqu'on dit qu'on est en état de guerre, quand il y a une guerre, il y a une entrée en guerre, il y a aussi une sortie de guerre après laquelle on peut reconstruire. Et là on a l'impression que c'est une mort invisible qui rôde et que la peur sera là même quand on en sera sorti ; quand on a peur que même les cadavres vous contaminent, on se dit bien que la sortie guerre sera compliquée.

GG - Je ne suis pas complètement convaincu par la métaphore guerrière et belliqueuse. Je crois qu'il faut rappeler que la sortie du confinement ne sera pas du tout la fin de la crise au sens où nous en avons encore pour un an et demi de bagarre avec

ce virus parce que le virus est en train de se répandre sur la totalité de la planète. Vous avez vu qu'il était arrivé en Inde, en Afrique. Il va probablement muter, il va vraisemblablement revenir. Donc il y aura des nouvelles vagues, certains d'entre nous devront être reconfinés. Donc on en a pour au moins un an et demi. La peur, d'une certaine manière, ne va pas nous quitter tout de suite. Il faudra que nous apprenions très vite avoir des gestes d'hygiène alimentaire tout le temps. Lorsque nous serons sortis du confinement il faudra porter des masques pendant plusieurs mois. Donc, de ce point de vue là, ça ne va pas s'arrêter dans un mois. Il faudra conserver de la distanciation sociale pour éviter de retransmettre le virus. Et donc le seul moyen de nous en tirer c'est de mettre en œuvre ce qui a été fait à Taiwan et en Corée du Sud de manière extrêmement efficace, c'est-à-dire de pratiquer des tests de manière systématique. En France on s'apprête à en pratiquer 200 000 par semaine. En Allemagne c'est 500 000 déjà. Et c'est ça qui explique essentiellement le faible nombre de morts qu'il y a en Allemagne aujourd'hui.

ED - Avec l'État-providence, dites-vous, comme parade à ce type de crise, il faut une providence comme celle qui était réapparue lors de la crise des subprimes. Mais justement rappelez-nous avec quel succès et avec quels échecs l'État-providence est venu à bout de cette crise entre 2008 et 2009.

GG - Oui, en 2008 on a beaucoup parlé du retour de l'État-providence. Mais c'était essentiellement rhétorique. Cela a consisté en de petites aides budgétaires qui était insuffisantes, et aujourd'hui l'aide budgétaire envisagée par la plupart des pays est également insuffisante. Et puis c'étaient surtout des tombereaux de liquidités injectées par les banques centrales dans le secteur bancaire. Or cet argent qui a été injecté dans le secteur bancaire n'est pas arrivé dans l'économie réelle. Il a été essentiellement utilisé par les banques pour agir sur les marchés financiers et il a alimenté la bulle financière qui aujourd'hui est en train de crever puisque en deux semaines la planète a perdu en gros 1/3 de la capitalisation boursière mondiale. L'État-providence en 2008 n'est pas véritablement revenu et la question aujourd'hui c'est de savoir s'il va revenir maintenant.

ED - Mais justement, avec cette crise en quoi le modèle européen et sa banque centrale ont déjà montré leurs éventuelles limites selon vous ?

GG - La banque centrale a réagi de manière forte et elle a eu raison. Et puis par ailleurs je me réjouis du fait que Christine Lagarde ait repoussé la proposition qui venait des Pays Bas qui consistait à dire « on va aider budgétairement les pays du Sud en particulier l'Italie à condition qu'elle mette en œuvre les fameuses « réformes structurelles » que les Pays-Bas appellent de leurs vœux depuis des années. La BCE heureusement a repoussé cette proposition qui, à mon avis, est complètement aberrante. Simplement comme le problème vient de l'économie réelle, la monnaie comme telle ne suffit pas. Ce qu'il faut aujourd'hui c'est sauver des vies et donc avoir des masques, produire des ventilateurs et produire des enzymes qui permettent de faire des tests. Or cela, la Banque centrale européenne ne peut pas le faire. Ça c'est à l'État français, à chaque État, éventuellement de manière coordonnée, - ce serait beaucoup plus intelligent évidemment -, de le faire. Quant à l'Union européenne elle-même, aux institutions communautaires elles affichent aujourd'hui un manque de coordination cruelle. Il y a un sondage qui vient de sortir en Italie qui montre que les Italiens s'interrogent beaucoup sur l'utilité d'être dans la zone euro puisque, à ce jour, ils ont été

aidés par les Chinois et par les Russes, et ils disent que personne au sein de l'Union européenne ne les a aidés.

ED - Quand la BCE lance un vaste plan de rachats d'actifs à près de 2000 milliards d'euros de soutien aux entreprises, ça ce n'est pas dans ses habitudes. Vous y faisiez allusion aussi : la BCE qui a fait sauter la règle des 3%, c'est tout de même une petite révolution pour la Banque centrale européenne, non ?

GG - Alors oui. Les 3% ce n'est pas la Banque centrale européenne, c'est la Commission européenne. Mais oui, ce sont des petites révolutions, mais qui étaient appelées de leurs vœux par beaucoup d'économistes, moi compris, depuis des années et c'est le minimum minimorum qu'on puisse faire aujourd'hui face à l'ampleur du désastre. Il faut voir que l'on aura beaucoup de chômage à la sortie du confinement, beaucoup d'entreprises qui ont été interrompues. Aux États-Unis, il y a déjà 3 millions de chômeurs de plus. En France on aura probablement au moins un million de chômeurs supplémentaires. Or de nouveau, je le redis, le « quantitative monetary easing » (l'assouplissement monétaire quantitatif) mis en œuvre par la BCE, c'est bien, mais ça permet juste de sauver les banques. Ça ne permet pas à ce jour de sauver l'économie réelle.

PM – Quand vous parlez d'économie réelle, cette crise finalement est-ce qu'elle ne rejoint pas aussi la question de l'écologie. Si on prend la question de l'alimentation par exemple, on dit qu'il faut manger local ; on est dans un système qui marche sur un fil. C'est-à-dire que certains aliments font au moins deux fois le tour de la planète avant qu'ils arrivent dans nos assiettes

GG - Oui, tout à fait. On est en train de se rendre compte que d'une part c'est aberrant et que d'autre part ça nous rend extrêmement vulnérables. Donc il y a beaucoup d'entre nous aujourd'hui qui sont confinés, qui ont repris contact avec des AMAP et qui se font livrer localement par les agriculteurs du coin. C'est évidemment ça qu'il faut remettre en œuvre à la sortie du confinement, c'est-à-dire relocaliser la totalité de la production, relancer une industrialisation verte en France avec des produits que nous produisons pour nous, puisque on ne peut plus continuer à dépendre de l'offre internationale qui est à ce point fragile et vulnérable dans un contexte où il y aura d'autres pandémies. Celle-ci n'est absolument pas la dernière.

Questions d'auditeurs

Dominique - (...) Avec tout ce qu'on vient d'évoquer, ça ne pourra plus être pareil, on ne reviendra plus à la même chose. Je suis un peu dans le doute parce qu'on a vu effectivement ce qui s'était passé après 2008. Et sinon qui va faire quoi, comment va-t-on veiller à ça pour que justement on change les choses et on revienne à une économie réelle ?

Éric Delvaux - Changer de paradigme un vœu pieux, Gaël Giraud ?

GG - Lorsque je dis qu'on ne peut pas continuer à laisser reconduire le monde ancien, évidemment je formule également mon propre souhait. Il y a une tentation très forte de la part d'un certain nombre de gouvernements aujourd'hui qui est de dire d'abord de sacrifier les vies humaines contre l'économie, et ensuite d'espérer pouvoir avoir un rebond très rapide et ensuite reconduire le monde ancien. Je crois que l'ampleur du désastre qu'on est en train de connaître et qu'on va connaître dans les mois prochains

va quand même ouvrir un certain nombre d'yeux qui sont fermés aujourd'hui. Je l'espère en tout cas. Maintenant, qui va prendre ses responsabilités ? je crois que c'est essentiellement les gouvernements. Il y a une question politique majeure qui est le plan de relance qu'on va mettre en œuvre à la sortie du confinement, et en tout cas à la sortie de la crise. Sera-t-il simplement un plan destiné à reboosté l'économie d'hier ou bien un plan de transition écologique avec relocalisation de la production qu'effectivement j'appelle de mes vœux ?

ED - Si on prend l'exemple des États-Unis, Donald Trump a lancé avant-hier un énorme plan de relance : plus de 2000 milliards de dollars sur la table pour les entreprises, pour l'aide sociale, pour les hôpitaux, pour la recherche, un peu comme à l'époque du New Deal de Roosevelt. Est-ce que vous êtes surpris d'ailleurs par le fait que Donald Trump redécouvre les vertus de l'interventionnisme d'État ?

GG - Non, ça ne me surprend pas. Donald Trump est assez fou en vérité, mais il n'est pas du tout corseté par une idéologie bureaucratique néolibérale. Donc il est tout à fait libre. Il se sent libre de faire ce qui lui semble des mesures de bon sens. De temps en temps c'est n'importe quoi, et de temps en temps c'est juste. Là, l'ordre de grandeur est le bon. Ça fait quasiment 10% du PIB américain.

ED - C'est le double de ce qu'Obama avait mis sur la table pour les subprimes.

GG - Oui. On est très en deçà en Europe, à part l'Allemagne qui fait quasiment la même chose. La France est très en deçà aujourd'hui puisque le plan français à ce jour c'est 45 milliards - c'est très très peu -, avec ensuite un peu d'aide publique pour la garantie des prêts qui vont être accordées aux entreprises en difficulté. Je pense que sur ce point c'est Trump qui a raison. Après la question qu'il faut débattre, et elle est très débattue aux États-Unis en ce moment, cet argent va-t-il servir à rebooster un certain nombre d'entreprises qui sont les entreprises d'hier, l'aviation, un tourisme très polluant, ou bien va-t-il permettre de changer l'économie américaine ?

Stéphane - Bonjour. Je reste un peu dans la même lignée. C'est une question sur le coronavirus. N'est-il pas une bonne nouvelle pour l'environnement parce que ça sera quand même l'occasion de remettre en cause la croissance d'une façon globale. On voit par exemple que les Jeux olympiques ne sont pas du tout remis en cause alors qu'on sait très bien qu'ils sont énormément émetteurs de CO2, et on sait que derrière ce n'est malheureusement bientôt plus de sport, ce n'est que du business. Il y a une remise en cause mais elle est encore à distance. On voit encore même le Tour de France. Ils pensent encore l'organiser cette année alors que c'est à l'opposé de ce qui se passe. Ça n'a rien à voir avec la gravité de la situation. Tout ça pour faire de la publicité et continuer ce système de croissance et de consommation.

ED - On va poser la question à Gaël Giraud. Est-ce que la croissance doit évoluer et être pondérée selon les marqueurs écologiques ?

GG - La réponse est évidemment oui, c'est certain, et cet auditeur a raison. Aujourd'hui on va connaître de la décroissance forcée, contrainte, non voulue. À mon avis on va avoir autour de moins 5, 6 ou 7% du PIB en 2020. Simplement les dégâts sociaux et humains vont être absolument colossaux et donc il y a une énorme différence entre une décroissance subie, non voulue, dans le chaos comme c'est le cas en ce moment, et

une transformation de notre modèle économique pour affronter les défis écologiques d'aujourd'hui.

ED - On a pas mal parlé ce matin du rôle des institutions, mais vous dites aussi qu'il faudra compter sur un sursaut à la fois individuel mais surtout collectif. Mais quel type de sursaut attendez-vous de la part de tous et de chacun ?

GG - Ce qui est en train de d'émerger en ce moment, c'est la question des communs, c'est-à-dire mettre en commun notre intelligence collective et un certain nombre de nos ressources. Je prends deux exemples. Le premier. Très rapidement au début de la crise pandémique un certain nombre d'ingénieurs et de chercheurs se sont coalisés et ont lancé Open Covid-19 qui est une initiative sur internet qui permet de mutualiser les bonnes pratiques en termes de dépistage. Donc ça c'est une initiative locale, enfin je veux dire globale en vérité, mais avec des personnes que personne n'a sollicitées et qui se sont mobilisées spontanément. Et puis un second exemple maintenant qui fait le tour des réseaux sociaux, qui est la mise en place d'un code en accès libre qui permet d'imprimer soi-même avec son imprimante 3D des machines, des ventilateurs, des machines qui donnent de l'oxygène pour les personnes qui souffrent de détresse respiratoire. Là aussi c'est un exemple de proposition spontanée par des communautés locales qui sont interconnectées, qui permettent d'avancer très vite et d'être au moins aussi efficace sinon davantage que la puissance publique lorsque celle-ci est complètement dépassée comme c'est le cas en ce moment.

PM - Dites-nous qu'il y a beaucoup de citoyens qui sont prêts à jouer en équipe sinon on va passer un dimanche horrible.

GG - Oui c'est le cas. C'est ce que j'observe un peu partout. Il y a énormément de solidarité qui se met en place aujourd'hui, en particulier auprès du personnel médical qui fait aujourd'hui des prouesses et des miracles à chaque minute. J'ai énormément de témoignages de voisins qui soutiennent leur médecin, leur infirmier, leurs aides-soignants et qui leur permettent de faire les miracles qu'ils font aujourd'hui.

ED - Merci Gaël Giraud d'être venu éclairer nos lanternes ce matin. Merci à vous et bonne journée.

Transcription de l'émission : AA

Gaël Giraud, né le 24 janvier 1970, est un économiste français spécialisé en économie mathématique. Il est jésuite (c'est-à-dire membre de la Compagnie de Jésus) et prêtre catholique. Il occupait la fonction de chef économiste de l'Agence française de développement (AFD) de 2015 à 2019.

Après deux années de classes préparatoires au lycée Henri IV (Paris), il intègre l'École Normale Supérieure de la rue d'Ulm et l'École Nationale de la Statistique et de l'Administration Économique (ENSAE) en 1989. À la suite de deux années de service civil au Tchad (1995-1997), il soutient sa thèse de doctorat en mathématiques appliquées (à l'économie) au Laboratoire d'économétrie de l'École Polytechnique et à l'Université Paris-1, Panthéon-Sorbonne.

En 2004, il obtient l'habilitation à diriger des recherches (HDR). La même année, le 27 septembre, il entre chez les Jésuites. Il est ordonné prêtre le 14 décembre 2013. Il soutient une thèse de doctorat en théologie en mai 2020 aux facultés jésuites de Paris consacrée à la théologie politique des communs à l'ère anthropocène sous la direction de Christoph Theobald.

(Wikipédia)

